(A)

(N° 195.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 AVRIL 1851.

Crédits de fr. 897,355-70 ouverts aux budgets du Département de l'Intérieur, pour les exercices 1850 et 1851.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi tendant à ouvrir aux budgets du Département de l'Intérieur des exercices 1850 et 1851, divers crédits s'élevant ensemble à la somme de fr. 897,355-70.

Les notes détaillées qui sont jointes à ce projet de loi vous permettront, Messieurs, d'apprécier les dépenses qui en font l'objet.

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORBAN.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Intérieur et des Finances;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le budget des dépenses du Ministère de l'Intérieur, pour l'exercice 1850, fixé par la loi du 21 juin 1849, est augmenté d'une somme de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent quarante et un francs vingt-quatre centimes (fr. 298,544-24) répartie comme suit :

Frais de route et de séjour dus à des commissaires d'arrondissement. — Deux mille trois cent quatre-vingt-un francs vingt-cinq centimes, pour payer des frais de route et de séjour restant dus à des commissaires d'arrondissement pour l'année 1849 2,381 25

Cette somme formera l'art. 118, ch. XXV du budget du Ministère de l'Intérieur, exercice 1850.

Loyer de l'hôtel occupé par les bureaux du gouvernement provincial de Liège. — Six cent vingt-cinq francs, pour payer le complément du loyer de 1849 de l'hôtel occupé par les bureaux du gouvernement provincial de Liège. 625 00

Cette somme formera l'art. 119, ch. XXV du budget de l'exercice 1850.

Indemnités pour bestiaux abattus. — Cinq cent cinquante-deux francs quarante-neuf centimes, pour payer des indemnités dues pour bestiaux abattus en 1849 552 49

Cette somme formera l'art. 120, ch. XXV du budget de 1850.

Frais de route et de séjour dus à des vétérinaires du Gouvernement et à des membres de la commission provinciale d'agriculture de la Flandre occidentale. — Cinq cent cinquante-trois francs,

A reporter 3,558 74

Report	5,558 74
pour payer des frais de route et de séjour restant dus à des vétérinaires du Gouvernement et à des membres de la commission provinciale d'agriculture de la Flandre occidentale.	555 00
Cette somme formera l'art. 121, ch. XXV du budget de 1850.	
<i>Matériel de l'administration centrale.</i> — Trente-six mille trois cent soixante-neuf francs seize centimes pour payer des dépenses restant dues pour les années 1847, 1848, 1849 et 1850.	56,569 16
Cette somme formera l'art. 122, ch. XXV du budget de 1850.	
<i>Courses de chevaux.</i> — Quatre mille six cent cinquante francs, pour payer la location des terrains des courses et autres frais, pour l'année 1850	4,650 00
Cette somme formera l'art. 123, ch. XXV du budget de 1850.	
<i>Remboursement d'une somme payée, à titre de traitement, à un instituteur communal, par un receveur des contributions.</i> — Trente-cinq francs trente-trois centimes, pour rembourser à un receveur des contributions, pareille somme payée par lui à un instituteur communal, et qui n'a pu lui être portée en compte comme dépense faite, à cause de la clôture du budget de 1840, sur lequel la somme payée avait été prélevée	35 35
Cette somme formera l'art. 124, ch. XXV du budget de 1850.	
<i>Honoraires à un avocat et à un avoué.</i> — Mille quatre-vingt-dix-neuf francs soixante-cinq centimes, pour payer des honoraires dus à un avocat et à un avoué en cause de l'État belge contre les sieurs Delacoste et consorts qui réclamaient des dommages-intérêts, pour pertes essuyées à l'occasion des événements de guerre de la révolution	1,099 65
Cette somme formera l'art. 125 du budget de 1850.	
<i>Dépenses des obsèques de S. M. la Reine.</i> — Cent cinquante-huit mille six cent dix-neuf francs trente-deux centimes, pour payer les frais de décoration extérieure et intérieure, lumineuse, musique et dépenses diverses faites à l'occasion du service funèbre qui a été célébré dans l'église des SS. Michel et Gudule, le 24 octobre 1850	158,619 52
A reporter	204,885 20

Report 204,885 20

Cette somme formera l'art. 126, ch. XXV du budget de 1850.

Le Gouvernement est autorisé à disposer, à titre de dons gratuits, des tentures et objets mobiliers qui ont servi à la décoration intérieure et extérieure de l'église des SS. Michel et Gudule, lors de la célébration des funérailles de S. M. la Reine.

Dépenses d'appropriation et d'ameublement faites à l'hôtel du gouvernement provincial à Bruges.

— Onze mille sept cent quarante francs soixante-huit centimes, pour payer des dépenses extraordinaires d'appropriation et d'ameublement faites à l'hôtel du gouvernement provincial à Bruges. 11,740 68

Cette somme formera l'art. 127, ch. XXV, du budget de 1850.

Acquisition de tableaux de la galerie du Roi des Pays-Bas, Guillaume II. — Cinquante-cinq mille trois cent deux francs quatre-vingt-cinq centimes, pour solder les frais d'acquisition à la vente de la galerie du Roi des Pays-Bas, Guillaume II, de deux tableaux destinés au Musée royal de peinture 55,302 83

Cette somme formera l'art. 128 du budget de 1850.

Acquisition d'un tableau à la vente de la galerie de Guillaume II, Roi des Pays-Bas, destiné au Musée d'Anvers. — Deux mille neuf cent douze francs quatre-vingt-onze centimes, pour la part contributive, à charge de l'État, dans les frais d'acquisition à la vente de la galerie du Roi des Pays-Bas Guillaume II, d'un tableau destiné au Musée de l'Académie d'Anvers. 2,912 91

Cette somme formera l'art. 129 du budget de 1850.

Expertise des tableaux et objets d'art du Musée royal, en 1842. — Trois mille cinq cents francs, pour la part à payer à un expert dans les frais d'expertise des tableaux et objets d'art du Musée royal, en 1842 3,500 00

Cette somme formera l'art. 130 du budget de 1850.

Fêtes nationales. — Quinze mille huit cent soixante et quatorze francs soixante centimes, pour payer des dépenses restant dues pour la célébration des fêtes nationales de 1848, 1849 et 1850 15,874 60

Cette somme sera ajoutée à l'art. 80, ch. XI du budget de 1850.

A reporter 294,216 24

Report	294,216 24
<i>Dotation en faveur de légionnaires et décorés de la Croix de Fer. — Quatre mille cent vingt-cinq francs, pour payer des sommes restant dues à des légionnaires pour le 2° semestre de 1850</i>	4,125 00
Cette somme sera ajoutée à l'art. 52, chap. XIII du budget de l'exercice 1850.	
Total de l'art. 1 ^{er} fr.	<u>298,341 24</u>

ART. 2.

Le budget des dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1851, fixé par la loi du 28 décembre 1850, est augmenté de la somme de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille quatorze francs quarante-six centimes (fr. 599,014-46), répartie comme suit :

<i>Musée royal d'histoire naturelle. — Mille soixante-six francs quatre-vingt-quatre centimes, pour payer des sommes restant dues pour préparations anatomiques faites pour le Musée royal d'histoire naturelle</i>	1,066 84
Cette somme formera l'art. 118, ch. XXIV du budget de l'exercice 1851.	
<i>Médailles à consacrer aux événements mémorables. — Quatre mille deux cents francs, pour payer des médailles historiques destinées à consacrer des événements mémorables</i>	4,200 00
Cette somme formera l'art. 119, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Frais des commissions médicales provinciales. — Dix mille neuf cent quatre-vingt-quatorze francs six centimes, pour payer des frais relatifs aux commissions médicales provinciales.</i>	10,994 06
Cette somme formera l'art. 120, ch. XXIV du budget de l'exercice 1851.	
<i>Encouragements à la vaccine. — Dix mille trois cent dix-sept francs cinquante-huit centimes, pour prix de médailles à confectionner pour être distribuées à titre d'encouragements pour la propagation de la vaccine</i>	10,517 58
Cette somme formera l'art. 121, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Subsides restant dus à des communes et établissements de bienfaisance. — Huit mille sept cent soixante francs quarante centimes, pour payer des subsides restant dus à des communes et établissements de bienfaisance dans la Flandre occidentale</i>	8,760 40
Cette somme formera l'art. 122, ch. XXIV du budget de 1851.	
A reporter	<u>35,358 88</u>

Report	55,558 88
<i>Frais de construction d'une église, d'un presbytère et d'une école, sur le territoire de la commune d'Étichove (Flandre orientale). — Vingt mille francs</i>	20,000 00
Cette somme formera l'art. 123, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Exposition agricole de Bruges. — Sept mille francs, pour payer des dépenses restant dues de l'exposition agricole de Bruges.</i>	7,000 00
Cette somme formera l'art. 124, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Exposition industrielle des Flandres, à Gand. — Huit mille francs, pour payer des dépenses relatives à l'exposition industrielle des Flandres, à Gand.</i>	8,000 00
Cette somme formera l'art. 125, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Subside à la province de la Flandre occidentale pour l'acquisition d'un hôtel destiné au service du conseil provincial et de l'administration provinciale. — Trente-trois mille deux cent trente-quatre francs quarante-trois centimes, à titre de subside à la province de la Flandre occidentale, pour l'acquisition d'un hôtel destiné à être approprié au service du conseil provincial et de l'administration provinciale.</i>	33,234 45
Cette somme formera l'art. 126, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Construction et ameublement de l'hôtel provincial d'Arlon. — Quatre-vingt-neuf mille trois cent soixante et un francs quarante-sept centimes, pour solder les dépenses restant à payer du chef de la construction et de l'ameublement de l'hôtel du gouvernement provincial à Arlon.</i>	89,561 47
Cette somme formera l'art. 127, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Achèvement de l'hôtel du gouvernement provincial à Liège, et restauration partielle du palais. — Cent dix-huit mille trois cent seize francs quatre-vingt-seize centimes, pour payer des frais de restauration et d'appropriation du palais de Liège, pour le service de l'administration provinciale</i>	118,516 96
Cette somme formera l'art. 128, ch. XXIV du budget de 1851.	
<i>Monument de Godefroid de Bouillon. — Vingt-cinq mille francs, pour frais d'exécution des bas-reliefs et d'inscription en bronze pour le monument de Godefroid de Bouillon</i>	25,000 00
A reporter	<u>336,251 74</u>

Report 556,251 74

Cette somme formera l'art. 129, ch. XXIV
du budget de 1851.

Encouragements aux lettres, sciences et arts. —

Trente-quatre mille six cent quarante-trois
francs soixante et douze centimes, pour payer
le montant d'encouragements accordés aux
lettres, sciences et arts 34,643 72

Cette somme formera l'art. 130, ch. XXIV
du budget de 1851.

Indemnités pécuniaires et médailles à l'occasion

du choléra. — Trente mille huit cent quatre-
vingt-dix francs, pour payer des indemnités
pécuniaires et médailles décernées à l'occasion
du choléra et autres frais 30.890 00

Cette somme formera l'art. 131, ch. XXIV
du budget de 1851.

Frais de rédaction et d'impression du rapport

décennal décrété par un arrêté royal du 14
mars 1850. — Douze mille deux cent qua-
rante-neuf francs huit centimes, pour payer
les frais de rédaction et d'impression du rap-
port décennal décrété par un arrêté royal du
14 mars 1850 12,249 08

Cette somme sera ajoutée à l'art. 9, ch. III
du budget de l'exercice 1851.

Armement et équipement de la garde civique. —

Cent quatre-vingt-quatre mille neuf cent
soixante et dix-neuf francs quatre-vingt-douze
centimes, pour l'armement et l'équipement
de la garde civique 184,979 92

Cette somme sera ajoutée à l'art. 48, ch. IX
du budget de l'exercice 1851.

Total de l'art. 2 599,014 46

ART. 3.

Ces crédits seront imputés sur les ressources de l'exer-
cice 1851.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1851.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORDAN.

NOTES EXPLICATIVES.

N° 1.

Frais de route et de séjour dus à des commissaires d'arrondissement fr. 2,381 25

L'allocation destinée aux frais de route et de séjour pour les commissaires d'arrondissement au budget de 1849, était épuisée à fr. 176-97 près, lorsqu'aux mois de juin et juillet de l'année 1850, MM. les gouverneurs de la Flandre occidentale et du Luxembourg adressèrent, le premier, un état de M. le commissaire de l'arrondissement de Courtrai, montant à 585 50
 et le second, un état de M. le commissaire des arrondissements réunis d'Arlon-Virton, montant à 1,797 75
 Total fr. 2,381 25

Ces créances ayant été reconnues légitimes, il y a lieu de demander un crédit supplémentaire pour parer à l'insuffisance des fonds alloués au budget de 1849.

N° 2.

Complément du loyer de 1849 de l'hôtel occupé par les bureaux du gouvernement provincial de Liège fr. 625 00

L'allocation portée à l'art. 28 du budget de 1849 ne présente pas un restant disponible suffisant pour pouvoir payer le 4^e trimestre de 1849 de l'hôtel appartenant à la direction de la société Cockerill, occupé par les bureaux du gouvernement provincial de Liège ; le Gouvernement se voit, par suite de cette insuffisance, dans la nécessité de demander un crédit supplémentaire.

N° 3.

Indemnités restant dues pour bestiaux abattus, en 1849. . . . fr. 552 49

Lors de la clôture du budget de l'exercice 1849, il restait à prélever, sur l'allocation votée pour indemnités à accorder du chef de bestiaux abattus, une somme de fr. 552-49.

Le retard qu'a éprouvé la liquidation de cette somme provient de ce que les pièces justificatives produites à l'appui des demandes d'indemnités, ayant donné lieu à des observations, ont dû être renvoyées aux intéressés.

Il ne sera pas inutile de faire remarquer que la somme de fr. 552-49 ne constitue pas une insuffisance de fonds, car l'art. 52 du budget de 1849, sur lequel les dépenses restant à payer auraient dû être prélevées, présente un excédant disponible de fr. 8,536-04.

On peut donc dire que la somme de fr. 552-49 ne forme qu'un transfert du budget de 1849 à celui de 1850.

N° 4.

Frais de route restant dus à des vétérinaires et à des membres de la commission d'agriculture de la Flandre occidentale 553 00

L'examen des états de frais de route de vétérinaires de la Flandre occidentale et des membres de la commission d'agriculture de la même province en 1849, ayant donné lieu à quelques observations, ces états ont dû être renvoyés aux intéressés. Delà provient le retard apporté dans la liquidation de ces pièces, liquidation qui n'a pu se faire avant la clôture du budget de 1849.

La somme de 553 francs ne constitue pas précisément un crédit supplémentaire, l'art. 53 du budget de 1849, sur lequel elle aurait dû être prélevée, laissant un restant disponible assez considérable.

N° 5.

Crédit supplémentaire pour les dépenses arriérées au matériel de l'administration centrale pour les années 1847, 1848, 1849 et 1850 fr. 36,569 16

L'expérience de plusieurs années a démontré l'insuffisance de l'allocation de 30,000 francs portée au budget pour le service du matériel. Vainement a-t-on espéré chaque année de faire servir les fonds de l'exercice courant à couvrir les dépenses de l'année précédente. Les demandes de crédits supplémentaires n'ont pu

être évitées. La première remonte à l'année 1841. Un crédit de fr. 3,789-50 fut voté par la loi du 11 avril 1841, mais il était de beaucoup insuffisant pour couvrir le déficit réel. Lors de la discussion de l'article du matériel au budget de 1847, le Ministre de l'Intérieur signala ce déficit et en indiqua les causes. (Séance de la Chambre des Représentants du 12 mai 1846.) Il annonçait en même temps que ce déficit remontant à plusieurs années s'élevait à 18,000 francs, et qu'il serait obligé de faire une demande de crédit supplémentaire. Cette demande fit l'objet d'un projet de loi, sanctionné sous la date du 13 juillet 1846, et qui ouvrit au Département de l'Intérieur un crédit supplémentaire de fr. 18,448-47.

Mais dans la séance du 7 juillet 1846, le Ministre vint déclarer que le déficit qu'il avait signalé antérieurement était beaucoup plus considérable qu'il n'avait eu lieu de le croire, et qu'il se réservait de faire une nouvelle demande de crédit supplémentaire pour sortir d'une situation aussi fâcheuse.

En effet, cette demande comportant une somme de fr. 33,847-76 fut présentée aux Chambres et accueillie par la loi du 20 mai 1847.

Depuis lors, ainsi que la remarque en a été faite plusieurs fois dans le cours de la discussion du budget de l'intérieur et des crédits extraordinaires, les dépenses du matériel n'ont pu, malgré l'économie la plus rigoureuse, être renfermées dans les limites de l'allocation, et il est devenu indispensable de reproduire une demande de crédit extraordinaire pour régulariser le passé et sous la réserve de porter au budget de 1852 une allocation qui dispense pour l'avenir de la regrettable nécessité de recourir aux crédits supplémentaires pour le service du matériel.

N° 6.

Courses de chevaux. — Location du terrain et autres frais. . fr. 4,650 00

Par la loi du 4 juin 1850, une somme de 3,700 francs a été votée pour la location du terrain des courses en 1849; une somme de 4,650 francs est nécessaire pour l'année 1850; la différence entre cette somme et celle votée pour l'exercice précédent provient de ce qu'une somme moins considérable suffira pour l'entretien des tribunes, etc.

Un crédit de 4,650 francs a été voté au budget de 1851 pour les dépenses de cette année.

N° 7.

Remboursement d'une somme payée par un receveur des contributions à un instituteur communal, et qui n'a pu lui être portée en compte comme dépense faite, à cause de la clôture du budget de 1840. fr. 35 35

Le receveur des contributions à Jumet, ayant payé aux héritiers du sieur Falise,

instituteur de la même commune, une somme de 53 francs pour son traitement du 5^e trimestre entier de 1840, quoique cet instituteur fût mort dans le courant du mois d'août, cette somme ne lui a pas été portée en dépense par le Département des Finances. Le directeur des contributions informa le receveur de Jumet que le paiement qu'il avait fait n'était valable que pour deux mois, soit fr. 53-53, et que pour le mois de septembre les héritiers Falise lui restaient redevables d'une somme de fr. 17-67; il ajoutait que, pour la somme de fr. 53-53, il n'avait qu'à la reverser à sa caisse et qu'il recevrait ultérieurement un mandat en régularisation.

Le receveur des contributions de Jumet, ayant été mis en disponibilité en 1849, s'aperçut qu'il n'avait jamais reçu de mandat en régularisation et que, par conséquent, l'État lui devait la somme de fr. 53-53. Il fit une réclamation au Département des Finances; mais comme le budget de 1840 était clos et que le compte général de cet exercice était définitivement réglé, il ne put être donné suite à cette demande. Dans cet état de choses et attendu qu'il serait injuste de le rendre responsable d'un fait indépendant de sa volonté, il y a lieu de demander à la Législature la somme de fr. 53-53, pour pouvoir rembourser l'ex-receveur de Jumet.

N° 8.

*Honoraires dus à un avocat et à un avoué en cause de l'État belge
contre M. De la Coste et consorts fr. 1,099 65*

M. De la Coste et consorts intentèrent, en 1834, un procès au Gouvernement à l'effet d'être indemnisés du chef de dégâts causés à des bâtiments et pour pertes de meubles lors des événements de 1830; cette affaire, poursuivie jusqu'en appel, a été abandonnée lorsque les Chambres furent saisies d'un projet de loi tendant à allouer des indemnités aux victimes des événements de guerre de la révolution. Un désistement a eu lieu, sous la condition que l'État prendrait à sa charge les dépenses faites par son avoué, plus les honoraires de son avocat. La somme de fr. 1,099-65, que l'on demande à la Législature, servira à payer :

1° Les dépenses de l'avoué.	fr.	249 65
2° La note des honoraires de l'avocat		850 00
Total	fr.	<u>1,099 65</u>

N° 9.

*Dépenses du service funèbre de S. M. la Reine, célébré dans
l'église des SS. Michel et Gudule, à Bruxelles, le 24 octo-
bre 1850 fr. 158,619 32*

Les dépenses résultant du service funèbre de S. M. la Reine s'élèvent à

fr. 158,619-52, suivant état détaillé qui sera communiqué à la section centrale.

On croit inutile d'entrer dans des considérations particulières pour motiver cette demande d'allocation.

N° 10.

Dépenses d'appropriation et d'ameublement faites au Gouvernement provincial à Bruges, dans la prévision du séjour de la famille royale fr. 11,740 68

Le Roi et la famille royale devaient honorer l'exposition de Bruges de leur présence. Les préparatifs nécessaires pour recevoir ces augustes hôtes avaient été faits à l'hôtel du Gouvernement provincial, dont aucun appartement n'était approprié à cette destination.

Les dépenses s'élèvent à la somme de fr. 11,740-68. Le détail pourra être communiqué à la section centrale.

N° 11.

Acquisition à la vente de la galerie du Roi des Pays-Bas, Guillaume II, de deux tableaux destinés au Musée royal de peinture fr. 55,502 85

La vente du cabinet de tableaux et d'objets d'art ayant appartenu à feu S. M. le Roi des Pays-Bas fut annoncée pour le 12 août 1850. Personne n'ignore que cette collection se distinguait par la qualité transcendante des œuvres qu'elle renfermait. Aussi l'annonce de la vente de ces chefs-d'œuvre avait-elle vivement éveillé l'attention publique et les galeries principales de l'Europe se proposaient-elles d'aller s'y disputer les objets d'art que l'auguste amateur avait réunis avec tant de soins et à tant de frais.

Si la dispersion de cette riche collection était déjà par elle-même un fait regrettable pour les arts, les artistes belges, en particulier, s'en émouvaient surtout à l'idée de voir la plupart de ces chefs-d'œuvre aller enrichir des cabinets d'où il était peu probable de les voir sortir encore. A La Haye, à cause du voisinage des deux pays, nos artistes pouvaient en quelque sorte les considérer comme mis à leur disposition pour l'étude. Mais éparpillés en Angleterre et en Russie, ils devaient être considérés comme perdus pour eux.

Le Gouvernement ne pouvait, de son côté, rester indifférent à cet état de choses. Notre Musée royal, quelque riche qu'il soit, présente de très-grandes lacunes, même dans les écoles flamande et hollandaise. Fallait-il laisser passer

cette occasion si favorable, et qui ne se représentera pas de sitôt, de combler quelques-unes de ces lacunes? C'eût été montrer une indifférence qu'on aurait pu taxer de coupable. Cependant le Gouvernement se trouvait sans ressources pour faire des achats. La Chambre des Représentants s'était séparée définitivement à la fin de mai 1850; il ne pouvait donc plus être question de demander un crédit spécial pour faire face aux achats éventuels. Du reste, cette marche aurait été peu prudente, en ce qu'elle aurait fait connaître d'avance les intentions du Gouvernement, et l'aurait exposé à payer beaucoup plus cher ses acquisitions.

Le Gouvernement a cru, en conséquence, pouvoir prendre sous sa responsabilité d'agir, sauf à demander ultérieurement à la Législature de régulariser son action. Il envoya à La Haye l'inspecteur des beaux-arts et le président de la commission administrative du Musée royal de peinture, et après en avoir reçu un rapport qui signalait les œuvres qui auraient principalement convenu au Musée, il autorisa ces fonctionnaires à faire des acquisitions jusqu'à concurrence d'une somme de cinquante mille francs.

A la première séance même de la vente, les délégués du Gouvernement acquirent deux œuvres capitales : la première, un paysage de Ruysdael, étoffé par Adrien Vandevelde, fut payée 12,900 florins; la seconde, paysage peint par les frères Both, coûta 10,400 florins. La somme fixée par le Gouvernement se trouva donc absorbée immédiatement. Les prix indiqués ci-dessus peuvent paraître élevés; cependant il est certain que si les tableaux avaient été exposés à l'une des séances suivantes, ils auraient été vendus à des sommes bien plus considérables. On pourra en juger par les prix auxquels ont été poussées les autres œuvres sur lesquelles l'attention du Gouvernement s'était spécialement portée.

Dirk Van Haerlem. — Tableaux portant les nos 4 et 5 du catalogue, adjugés pour 9,000 florins à la reine douairière des Pays-Bas.

Rubens. — Chasse. — Tableau n° 66, poussé à 20,000 florins et retenu à ce prix par la famille.

Hobbema. — Paysage. — Tableau n° 98, adjugé à lord Hertford, pour 27,000 florins.

Van Dyck. — Portraits. — Tableaux nos 71 et 72, adjugés au même lord moyennant 63,600 florins.

Nous venons aujourd'hui vous demander un crédit de fr. 55,502-85, pour couvrir la dépense résultant de cette acquisition, et qui est établie comme suit :

Prix d'acquisition	fl.	25,300 00
Frais de vente, 7 1/2 p. %		1,747 50
		<hr/>
Total	fl.	25,047 50
	Soit en francs	53,010 59
Commission de banque, courtages, ports de lettres, etc.		292 95
Indemnités aux commissaires-experts qui ont été chargés de faire les achats.		768 12
		<hr/>
A reporter . . . fr.		54,071 66

Report . . . fr.	54,071 66
Indemnité pour frais de route et de séjour à MM. l'inspecteur général des beaux-arts et le président de la commission administrative du Musée royal de peinture	800 00
Indemnité au sieur Leroy, commissaire-expert, du chef d'un voyage qu'il a dû faire exprès à La Haye pour aller reprendre les tableaux	250 00
Frais payés par le même pour l'emballage et le transport des tableaux	181 19
Total. fr.	<u>55,302 85</u>

Un arrêté ministériel du 7 novembre 1846 a fixé les frais de vacation des commissaires-experts du Musée royal de peinture et de sculpture, de la manière suivante :

- 5 p. % sur les cinq premiers mille francs ;
- 2 1/2 p. % sur les cinq mille francs suivants ;
- 1 p. % sur chacun des autres mille francs.

N° 12.

<i>Part contributive, à charge de l'État, dans les prix et frais d'acquisition à la vente de la galerie du Roi des Pays-Bas, Guillaume II, d'un tableau destiné au Musée de l'Académie d'Anvers</i>	2,912 91
---	----------

L'Académie royale d'Anvers possède un Musée, très-remarquable sans doute, mais où il existe des lacunes encore bien plus fortes qu'au Musée royal de Bruxelles. Dans l'intérêt des études des élèves, on signalait surtout l'absence d'œuvres du chef de l'école hollandaise, Rembrandt. La galerie du Roi Guillaume II possédait plusieurs toiles de premier mérite de ce maître. Les ressources de l'Académie étant tout à fait insuffisantes pour permettre d'en acquérir une, il fut convenu entre la direction de cet établissement, M. le bourgmestre d'Anvers et le Gouvernement, que la dépense éventuelle serait supportée, par tiers, par la caisse de l'Académie, l'administration communale et le trésor de l'État. D'après ces dispositions, on fit l'acquisition d'un portrait de jeune fille peint par cet artiste, et dont le prix s'éleva à fl.

	5,700 00
Il faut y ajouter les frais de 7 1/2 p. %	<u>277 50</u>
ce qui donne un total de fl.	3,977 50
ou en francs	<u>8,417 97</u>
A reporter fr.	8,417 97

Report fr.	8,417 97
Cette somme doit encore être augmentée des frais de vacation des commissaires-experts, montant à	320 76
de façon que le prix total est de	<u>8,738 73</u>
dont le tiers, que l'État a pris à sa charge, est de fr. 2,912-91.	

N° 13.

Expertise des tableaux et objets d'art du Musée royal, en 1842, fr. 3,300 00

La loi du 21 juin 1849 a alloué un crédit supplémentaire de 3,300 francs, afin de pouvoir accorder l'indemnité due au sieur Heris, du chef de l'expertise qu'il avait faite en 1842 du Musée de peinture acquis de la ville de Bruxelles.

Le sieur F. Nieuwenhuys, qui a fait cette expertise conjointement avec le sieur Heris, a réclamé, par lettre du 21 octobre 1850, l'indemnité à laquelle il a droit.

Cette demande est fondée; on peut invoquer à juste titre les motifs qu'on a fait valoir en faveur du crédit destiné à désintéresser le sieur Heris (voir les Annales parlementaires de 1848-1849, n° 196, pages 21 et 22.)

Le crédit nécessaire est de 3,300 francs.

N° 14.

Fêtes nationales fr. 13,874 60

L'allocation portée au budget de 1850, pour subvenir aux frais de célébration des fêtes nationales, s'élève à fr.	30,000 00
Les dépenses se sont élevées à	40,712 58
Le déficit est donc de fr.	<u>10,712 58</u>

auquel il faut ajouter les frais occasionnés par la décoration et l'illumination de la place des Martyrs lors de la célébration des fêtes nationales en 1850. 1,544 50

Quelques dépenses du chef des fêtes nationales de 1848 et 1849, montant ensemble à la somme de 3,617 52 n'ont pu être acquittées par suite de l'épuisement des crédits.

Le total du crédit supplémentaire destiné à cet objet est de . fr. 13,874 60

Le déficit que présente le crédit de 30,000 francs, alloué pour la célébration des fêtes nationales en 1850, provient d'une cause qui se reproduit d'une manière presque normale et qui tient d'une part à l'exiguïté du crédit, et de l'autre à l'impossibilité de régler les dépenses de fêtes avec une entière précision. Les difficultés d'appréciation qui se présentent à cet égard dans un cercle plus restreint de la vie

privée, et dont chacun a eu plus ou moins l'occasion de se rendre compte, sont presque inévitables, quelque soin que l'on apporte dans les devis. Une cause spéciale a également amené une aggravation de dépenses. On se rappelle que des fêtes somptueuses ont eu lieu dans les principales villes du pays, et le Gouvernement n'a pu se refuser à prêter aux administrations communales, qui le demandaient avec instance, le matériel des fêtes nationales destiné uniquement à être employé à Bruxelles. Les intempéries de l'air et la double opération du chargement et du déchargement dans chaque localité et le transport à de grandes distances, soit par le chemin de fer, soit par des attelages, d'objets plus ou moins fragiles, les ont presque mis hors de service et nécessité leur remplacement intégral. D'autre part, une solennité importante avait réuni à Bruxelles, au mois de septembre 1850, les membres des Chambres législatives actuelles et des Chambres anciennes. Les fêtes devaient emprunter, de la circonstance dans laquelle elles étaient célébrées, un caractère particulier de splendeur qui n'a pas permis de se renfermer dans les limites étroites du budget.

N° 15.

Dotation en faveur de légionnaires fr. 4,125 00

Dans le courant de l'année 1850, il s'est présenté plusieurs nouvelles demandes de la part de légionnaires et décorés de la Croix de Fer qui ont dû être admises, parce qu'elles étaient suffisamment justifiées.

Ces admissions nouvelles, ainsi que le manque de fonds qui existait déjà pour l'année 1849, ont occasionné un déficit de 4,125 francs au chapitre XIII, art. 52, du budget de 1850.

On demande, en conséquence, un crédit supplémentaire pour couvrir ce déficit.

Le crédit voté au budget de 1851 ayant été augmenté de 5,000 francs, il n'y aura plus lieu de demander à l'avenir des crédits pour parer à une insuffisance de fonds.

N° 16.

Musée royal d'histoire naturelle fr. 1,066 84

Une augmentation de 4,000 francs a été demandée au budget de 1849, afin de donner un traitement au directeur du Musée et pour permettre d'attacher à cet établissement un préparateur pour l'anatomie comparée. La somme de 1,000 francs, qui avait été réservée pour ce dernier service, a été reconnue insuffisante pour rémunérer convenablement une personne réunissant toutes les qualités voulues chez un préparateur d'anatomie comparée. Cet emploi n'a pas été créé et l'on a décidé que l'on consacrerait la somme allouée à faire faire à l'extérieur les préparations anatomiques.

L'exercice 1849 ayant été clos avant qu'on ait pu fournir les comptes relatifs aux préparations ordonnées en 1849, on propose d'augmenter l'art. 87 du budget de 1851 de la somme de fr. 1,066-84.

Il résulte de ce qui précède que cette somme ne constitue pas un surcroît de dépenses, puisqu'elle reste disponible au budget de 1849.

N° 17.

Monuments à élever aux hommes illustres de la Belgique avec le concours des villes et des provinces. — Médailles à consacrer aux événements mémorables fr. 4,200 00

Sur la somme de 10,000 francs, allouée à l'art 86 du chapitre XIX du budget de 1849, 4,200 francs ont été accordés à deux artistes graveurs pour l'exécution de deux médailles historiques. Ces médailles n'ont pu être terminées avant la clôture de l'exercice 1849 ; elles ne le sont pas même encore maintenant. Cependant l'une d'elles sera livrée au Gouvernement sous peu et la livraison de la seconde suivra probablement de près. On demande, par conséquent, de rattacher au budget de 1851 la somme de 4,200 francs, équivalant à celle qui est restée disponible au budget de 1849.

N° 18

Frais des commissions médicales provinciales fr. 40,994 06

Ce chiffre se décompose ainsi :

Frais de voyages à l'occasion des épidémies fr.	3,987 70
Id. pour inspection des pharmacies	1,024 80
Id. d'un membre externe pour se rendre aux séances	172 80
Frais de séances nécessitées par les épidémies	5,373 76
Id. d'un procès soutenu par la commission médicale de la province de Liège, contre un médecin, au sujet du visa de son diplôme	465 00

Le choléra et les autres épidémies qui ont régné, en 1849, ont nécessité, de la part des commissions médicales provinciales, de nombreux voyages d'inspection, dont les frais n'ont pu tous être payés au moyen du crédit alloué au budget dudit exercice, lequel n'a laissé disponible, après déduction d'autres dépenses de ces collèges, qu'une somme de fr. 19-92. Il en est de même du membre externe de l'une de ces commissions, ainsi que pour quelques inspections d'officines de pharmacie et en matière de salubrité publique.

Les commissions médicales ont dû également tenir, en 1849, plusieurs séances extraordinaires pour s'occuper de tout ce qui se rattachait aux épidémies. D'après les dispositions en vigueur pendant ladite année, les membres des commissions médicales n'ont reçu, pour indemnité de leurs travaux en séance, que la quote-part qui leur revenait dans le produit des droits d'examen et de visa de diplômes.

Comme ce produit et conséquemment l'indemnité varient dans chaque province ; qu'en outre, le même produit a subi une diminution considérable par suite de l'exécution de la loi du 13 juillet 1849, qui enlève aux commissions médicales la réception des pharmaciens, il en résulte que l'indemnité obtenue par les membres de quelques-unes des commissions a été tout à fait disproportionnée à leurs travaux. Il semble équitable de tenir compte à ces membres de la position où ils se sont trouvés. La somme demandée de ce chef est calculée à raison de dix francs par séance et par membre.

Les renseignements propres à justifier la demande de la somme destinée à payer les frais du procès soutenu par la commission médicale de la province de Liège, sont contenus dans la pièce ci-jointe, fournie par cette commission.

Liège, le 10 mai 1850.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

En réponse à votre lettre du 27 novembre dernier, 3^e division, n° 16279, par laquelle vous demandez à la commission médicale des détails relatifs à la somme de 465 francs portée dans le compte de ses dépenses pour 1848, du chef des honoraires des avocats qui ont occupé dans la cause contre le docteur Detienne, au sujet du visa du diplôme de ce médecin, nous avons l'honneur de vous adresser l'exposé suivant :

Aux termes de l'arrêté royal du 31 mai 1818, art. 23, tous les docteurs déjà reçus ou à recevoir sont tenus de faire viser leur diplôme par la commission médicale, dans le ressort de laquelle ils veulent s'établir. Cet article ajoute que la commission percevra, pour le visa des diplômes de doctorat et autres certificats, *une modique rétribution dont le montant sera ultérieurement déterminé.*

Le montant fut en effet déterminé par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 17 octobre 1818 dont l'art. 5 rendit applicables à notre pays les dispositions ministérielles du 12 septembre 1806, n° 19, et du 24 novembre 1810, n° 6, jusque-là spéciales à la Hollande, ainsi que le tarif des droits d'examens et d'admission pour les commissions médicales résidant à Amsterdam, La Haye, etc.

Le droit à payer par le récipiendaire pour le visa du diplôme de docteur en médecine fut ainsi fixé à 18 florins, soit fr. 37-98.

Cette perception s'était opérée sans conteste pendant 27 ans, lorsqu'on s'avisa tout à coup d'y voir une illégalité, et un jeune médecin, M. Detienne, qui avait, conformément à la loi, obtenu le visa de son diplôme par la commission médicale de Liège, assigna la commission devant la justice de paix, en restitution de la somme de fr. 37-98 qu'il avait acquittée de ce chef.

Il se fondait sur l'art. 5 de la loi du 12 mars 1848, sur les art. 110 et 115 de la Constitution, et sur ce que c'était ainsi sans titre ni droit que cette somme avait été perçue.

Une circonstance fortuite ayant empêché la commission médicale de se présenter devant le juge en temps utile, elle fut condamnée par défaut à la restitution demandée, et se pourvut, par voie de cassation, contre ce jugement devenu définitif.

M. *Delienne* se désista de ses prétentions, et, le jour fixé pour les plaidoiries, il déclara renoncer au bénéfice du jugement qu'il avait obtenu contre la commission, tenant ledit jugement pour nul et non avenue, à charge par la commission de supporter les frais faits jusqu'alors, sans amende. De son côté, la commission qui recevait ainsi du sieur *Delienne* tout ce qu'elle aurait pu obtenir de la Cour se désista purement et simplement du pourvoi devenu sans objet, avec offre de payer les dépens faits jusqu'alors par les deux parties.

Ce sont ces dépens, etc., qui forment le montant de la somme de 465 francs, portée au compte des dépenses pour 1848.

Quant au motif pour lequel la commission médicale a tardé si longtemps à réclamer le paiement des frais que ce procès lui a occasionnés, cela provient de ce que, malgré ses nombreuses lettres de rappel, la commission médicale n'obtenait pas de MM. les avocats les notes et les détails nécessaires.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Gouverneur, avec la plus haute considération.

Le Secrétaire,
E. DAVREUX.

Le Président,
LOMBARD.

N° 19

Encouragement à la vaccine. fr. 40,317 58

L'allocation portée à cet article a été presque entièrement absorbée par les subsides accordés à l'occasion des épidémies, aux communes dont les ressources étaient insuffisantes pour subvenir aux dépenses nécessitées par ces maladies. Il n'est resté disponible, déduction faite de ces subsides et des autres dépenses libellées à l'article, qu'une somme de fr. 40-72.

Le crédit demandé doit servir à payer :

1° Les médailles de la vaccine qui seront décernées pour 1849,
soit fr. 40,000 00

2° Trois médailles, dont deux à accorder pour 1847 et une pour 1848, à des vaccinateurs dont les titres à cette récompense n'ont été établis que récemment, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, soit 317 58

Ensemble. fr. 40,317 58

N° 20.

Subsides restant dus à des communes et établissements de bienfaisance dans la province de la Flandre occidentale fr. 8,760 40

Deux crédits s'élevant respectivement à 175,000 francs et à 10,000 francs, ont été ouverts sur le chap. XXIII du budget de 1847, au nom du gouverneur de la Flandre occidentale, chez le directeur du trésor à Bruges, pour subsides à accorder à des établissements de bienfaisance et à des communes, afin de les mettre à même de faire face aux dépenses extraordinaires occasionnées par la crise alimentaire.

Ces crédits ont été appliqués à leur destination sauf une somme de fr. 8,760-40, qui, quoique ayant été répartie entre diverses communes et institutions de bienfaisance, n'a pu être liquidée en temps utile et a fait retour au trésor.

Comme cette somme de fr. 8,760-40 est indispensable pour remplir des engagements contractés, on l'a comprise dans la demande de crédits supplémentaires soumise à la Législature.

N° 21.

Subside alloué pour la construction d'une église, d'une cure et d'une école sur le territoire d'Etichove (Flandre orientale) . fr. 20,000 00

Le comité consultatif pour les affaires des Flandres a signalé au Gouvernement, comme méritant, d'une manière spéciale, sa bienveillante intervention, les populations malheureuses qui habitent, sur les limites des communes d'Etichove, Renaix, Nukerke et Ellezelles, une contrée, couverte en partie de bois, mal cultivée, manquant de moyens de communication, et n'offrant pour ainsi dire aucune ressource pour satisfaire les premiers des besoins physiques et moraux.

D'après le comité la construction d'un centre nouveau de population, comprenant une église, un presbytère et une école, était indispensable pour retirer les 4 ou 5 mille habitants de cette contrée de la position déplorable dans laquelle ils se trouvent. Une instruction minutieuse est venue confirmer ces indications et dès lors le Gouvernement a cru pouvoir joindre ses efforts à ceux des propriétaires qui se sont engagés à prendre à leur charge plus de la moitié des dépenses auxquelles devra donner lieu la construction du nouveau centre de population dont il s'agit.

Un arrêté royal du 7 août 1850 a alloué un subside de 20,000 francs à cet effet. Déjà les travaux sont assez avancés, et les propriétaires voulant les achever dans le cours de cette campagne demandent que le Gouvernement liquide la somme pour laquelle il s'est engagé à contribuer aux dépenses. Comme ce paiement ne pourrait avoir lieu en temps opportun si la somme devait être prélevée sur les rentrées à opérer sur le crédit alloué par la loi du 21 juin 1849, le Gouvernement croit devoir demander un crédit spécial qui lui permette de se libérer.

N° 22.

Dépenses relatives à l'exposition agricole de Bruges fr. 7,000 00

L'importance de l'exposition de Bruges a dépassé toutes les prévisions. Ce n'était pas seulement une fête qui avait le privilège d'attirer un grand concours d'agronomes et de cultivateurs pour assister à des solennités publiques, mais c'était aussi, pour ainsi dire, une école où les diverses parties du pays ont pu apprécier l'état de l'agriculture des Flandres, qui a pleinement justifié son ancienne réputation. Le succès de cette exposition a exercé une grande influence sur l'esprit des cultivateurs et ne peut manquer d'exciter cette utile ambition et cette émulation qui élargissent la voie des améliorations et des perfectionnements. Nos habitants de la campagne ont pu comparer les divers produits entre eux, et cette comparaison est plus puissante, à leurs yeux, que tous les raisonnements, que toutes les recommandations même de nos agronomes les plus distingués.

Les dépenses étaient primitivement évaluées à fr. 27,350-50 : mais la province s'est trouvée dans l'impossibilité de se renfermer dans les limites de cette évaluation. Les frais ont nécessairement dû augmenter à raison de l'accroissement des produits exposés, et ceux-ci ont été tellement nombreux, qu'il y a eu une insuffisance de ressources de 14,000 francs, dont la moitié serait payée par l'État et l'autre moitié par la province.

N° 25.

Exposition industrielle des Flandres à Gand fr. 8,000 00

La part contributive de l'État dans les dépenses que l'exposition industrielle des Flandres a occasionnées, a été imputée sur l'allocation destinée à l'industrie linière formant l'art. 62 du budget du Ministère de l'Intérieur de 1849.

Entre autres dépenses mises à charge de l'État se trouvent les frais de déplacement et de séjour des membres du jury, qui n'habitent pas les Flandres, et les frais d'impression du rapport du jury; il est impossible de liquider ces dépenses par le motif que l'allocation sur laquelle on devrait les imputer se trouve entièrement épuisée. Comme il est équitable de tenir compte aux membres du jury des dépenses qu'ils ont eu à supporter dans l'accomplissement de leur mission, il y a lieu de demander à la Législature un crédit supplémentaire de 8,000 francs, somme nécessaire pour payer les frais de déplacement de tous les membres du jury qui n'habitent pas les Flandres, ainsi que les frais présumés auxquels donnera lieu l'impression du rapport du jury.

N° 24.

Subside de fr. 33,234-45, à la province de la Flandre occidentale, pour l'acquisition d'un hôtel destiné à être approprié au service du conseil et de l'administration provinciale.

Un arrêté royal du 7 octobre 1850 a approuvé l'acquisition faite, par la province de la Flandre occidentale, d'un bâtiment destiné, entre autres, aux séances du conseil provincial, au prix de . . fr. 70,000 00

Les frais d'enregistrement, de passation d'acte, etc., s'élèvent à 4,705 30

Les dépenses à faire pour approprier les locaux à leur destination sont évaluées à fr. 23,000 00

Total fr. 99,705 30

M. le gouverneur a demandé, pour cet objet, un subside du Gouvernement; tout en reconnaissant que la province est tenue de fournir un local pour les séances du conseil provincial, il a fait remarquer que l'édifice dont il s'agit ne servira pas seulement à ces réunions, mais qu'il sera encore d'une grande utilité pour l'administration provinciale, et que, dans des cas analogues, l'État était venu en aide à d'autres provinces. Le Gouvernement croit devoir proposer à la Législature d'intervenir pour un tiers dans la dépense totale, soit pour une somme de fr. 33,234-45.

N° 25.

Note explicative du crédit supplémentaire de fr. 89,561-47, nécessaire pour solder les dépenses restant à payer du chef de la construction et de l'ameublement de l'hôtel du Gouvernement provincial à Arlon fr. 89,561 47

A. Créances des entrepreneurs.

Une loi du 13 mars 1845 avait décidé qu'une somme de 200,000 francs serait consacrée à la construction d'un hôtel du Gouvernement provincial à Arlon.

La dépense était évaluée à fr 199,549-60.

Il est à remarquer que dans la première évaluation on n'avait pas prévu les dépenses ci-après :

A. Acquisition de deux terrains qu'on a dû approprier et dont les prix ont été fixés par l'autorité judiciaire à un taux plus élevé que celui qui avait été porté dans le devis, soit fr. 6,950 40

B. Excédant des frais de fondations sur le devis 10,040 00

C. Traitements des surveillants des travaux 4,480 00

D. Substitution de la pierre de taille au moellon dans la construction de la façade de derrière jusqu'à la hauteur du 1^{er} étage, comme cela avait lieu pour la façade donnant sur la place 9,000 00

Total. fr. 30,450 40

Il résulta donc de l'évaluation primitive et de la nécessité des dépenses révélées plus tard, que les frais de construction devaient s'élever à 250,000 francs.

Avant la discussion du crédit porté au budget de 1847, le Ministre de l'Intérieur (M. le comte de Theux) demanda, sur la proposition du gouverneur, une allocation de 50,000 francs destinée à l'achat de l'ameublement. Cette allocation fut réduite, de son consentement, à la somme de 20,000 francs, mais il expliqua son adhésion à la réduction dans les termes suivants : « Messieurs, je ne devrais pas me rallier à ce chiffre, si je pensais que l'hôtel du gouvernement provincial pût être rendu immédiatement habitable; mais je crois que dans l'état actuel des choses, je puis me rallier au chiffre de la section centrale, sauf à me faire rendre compte, pendant le courant de l'année, de l'emploi qui aura été fait des crédits et à prendre une connaissance ultérieure de la situation. Je recommanderai toute l'économie possible, mais moyennant cette somme, toute dépense ne sera pas couverte. Je dirai, Messieurs, qu'il y a plusieurs faits que la section centrale a ignorés. Ainsi la fourniture des vitres ne fait pas partie de l'adjudication de l'hôtel et, de ce chef, il y a à faire une dépense de 5,000 francs. Vous comprenez, Messieurs, qu'il m'est impossible de prendre l'engagement devant la Chambre que, moyennant la somme allouée, tout sera approprié et que l'hôtel sera meublé comme il convient au gouverneur d'une province. Tout ce que j'ai pu faire, Messieurs, c'était de recommander la plus stricte économie quant à l'emploi du crédit. J'ai reçu, Messieurs, des observations très-étendues du gouverneur de la province à la suite du vote de la section centrale, mais je ne veux pas entrer dans la discussion des détails parce que je crois que, pour l'exercice 1847, la somme pourra suffire. Seulement je dois de toute nécessité me réserver de pétitionner un supplément de crédit dans un autre budget. »

En résumé, les crédits suivants furent mis à la disposition du Gouvernement :

1 ^o Exercice 1845	50,000 00	
2 ^o Id. 1846	109,000 00	
3 ^o Id. 1847	91,000 00	
Total. fr.		250,000 00

Ils furent dépensés ainsi qu'il suit :

1 ^o Acquisition d'un terrain pour l'emplacement de l'hôtel fr.	12,000 00	
2 ^o Acquisition d'un jardin	15,500 00	
3 ^o Travaux de construction et autres.	171,064 64	
4 ^o Indemnités aux surveillants des travaux	4,480 00	
5 ^o Partie du prix d'expropriation d'un jardin enclavé dans les dépendances de l'hôtel	7,521 38	
6 ^o Ameublement, décoration des appartements et appropriation des locaux	15,511 77	
Total fr.		226,077 79
Excédant disponible		23,922 21

Des difficultés s'étaient élevées entre les entrepreneurs et l'administration au

sujet de la réception des travaux. Les premiers prétendirent que les ouvrages exécutés devaient leur être payés d'après le résultat d'un métré général, ainsi que cela a lieu dans les entreprises ordinaires par régie, tandis que le gouverneur pensait que l'entreprise constituait un forfait, et qu'en dehors du prix de l'adjudication il ne devait être tenu compte que des travaux faits en plus et non prévus par le cahier des charges.

C'est dans ce dernier sens que s'étaient prononcées les dépêches émanées du Département de l'Intérieur sous les dates des 26 février 1844 et 29 avril 1846.

Entre-temps il ne fut plus rien liquidé au profit des entrepreneurs, et l'excédant disponible de fr. 23,922-21 retourna au trésor, par suite de la clôture des budgets.

Après des négociations qui n'eurent point d'issue, une contestation judiciaire s'éleva, et l'État ayant échoué en première instance et en appel dut faire procéder à la réception définitive des travaux, conformément au système que les entrepreneurs avaient cru devoir adopter. Le jugement de première instance, confirmé en appel, obligea en outre l'État à payer les intérêts judiciaires depuis le 1^{er} octobre 1848, époque de l'entrée en jouissance du bâtiment, jusqu'au jour de la délivrance du mandat de paiement.

Ensuite de cette décision, le gouverneur chargea une commission de procéder à la réception des ouvrages et travaux contradictoirement avec les entrepreneurs, et de régler le compte de ce qui serait dû à ceux-ci. Ce règlement donna le résultat suivant :

1 ^o Montant total des travaux et ouvrages	221,988 83
2 ^o Paiements à valoir en compte sur cette somme.	163,493 90
3 ^o Reliquat dû aux entrepreneurs	56,492 95
4 ^o Intérêts sur le reliquat de fr. 56,492-93 (2 ans 9 mois)	7,767 78
5 ^o Indemnité aux entrepreneurs pour pertes et dommages éprouvés par suite du retard de paiement, etc.	3,000 00
Total de la créance des entrepreneurs . . . fr.	67,260 74

B. Dépenses diverses.

D'autres dépenses arriérées se rattachent encore à la construction de l'hôtel provincial d'Arlon, savoir :

1 ^o Solde du prix d'acquisition du jardin Breyer qui a été retenu comme appartenant à des mineurs	2,088 50
2 ^o Intérêts de cette somme du 1 ^{er} janvier 1850 au 1 ^{er} juillet 1851 (un an et demi).	156 65
3 ^o Achèvement de travaux de détail indispensables et qui n'avaient pu être prévus	2,000 00
4 ^o Honoraires des avocats et des avoués et frais de justice en cause de l'État contre les entrepreneurs.	2,966 52
5 ^o Acquisition du mobilier faite dans la prévision de l'arrivée de Sa Majesté dans le Luxembourg (compte <i>litt. A</i>)	3,607 00
A reporter fr.	10,818 67

Report	fr. 10,818 67
6° Acquisition du mobilier manquant pour compléter l'ameublement (compte <i>litt. B</i>)	8,400 00
7° Solde d'un compte de fourniture d'objets mobiliers (compte <i>litt. C</i>)	3,182 09
Total.	<u>22,400 76</u>

RÉCAPITULATION.

A. Créances des entrepreneurs	67,260 71
B. Dépenses diverses	22,400 76
Total.	<u>89,561 47</u>

Mais il est à remarquer que la somme de fr. 23,922-21, restée disponible sur les exercices de 1846 et 1847, a été annulée par suite de la clôture de ces budgets; conséquemment le crédit supplémentaire ne s'élève, en réalité, qu'à fr. 63,439-26.

A. — *Relevés des dépenses faites dans la prévision que le Roi viendrait visiter la province de Luxembourg, au mois d'octobre 1830.*

NOMS DES PARTIES PRENANTES.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT DE LA DÉPENSE.
Dieseb-Krein.	Fournitures de porcelaines.	492 00
Waltzing (J.-H.)	Blanchissage de l'hôtel	167 79
Waltzing (D.)	Fourniture de meubles.	1,283 00
Loos (M.)	Id.	59 00
Vanden Brouck, frères et sœurs	Fournitures d'étoffes à meubles	351 41
Du Mortier-Proost	Fourniture d'un tapis	240 00
Vandermoesen (J.)	Fourniture d'un ciel de lit	61 00
Le même.	Même fourniture	56 00
Denève-Collignon	Fourniture d'étoffes à meubles	11 00
Lazard-Sichel	Fourniture de tapis en drap	98 00
Vanderwicht (J.)	Travaux de peinture	191 62
Vandermoesen	Fourniture d'étoffes à meubles et autres.	396 18
	Total.	<u>3,607 00</u>

B. — *État indiquant l'emploi de la somme de 8,100 fr., portée dans le crédit supplémentaire pour compléter l'ameublement de l'hôtel du gouvernement provincial, à Arlon.*

N° D'ORDRE.	DÉTAIL DE LA DÉPENSE.	MONTANT DE LA DÉPENSE
1	Quatre chambres à coucher à garnir d'un mobilier complet, 1,000 fr. par chambre	4,000 00
2	Salon de réception du rez de chaussée :	
	Deux glaces.	800 00
	Vingt-quatre chaises et quatre fauteuils.	900 00
	Deux lustres.	800 00
3	Salon du premier, un tapis.	400 00
4	Remplacement d'anciennes garnitures de croisées, lesquelles datent de 1834, et qui sont complètement usées, huit croisées à 150 francs l'une	1,200 00
	Total. fr.	8,100 00

C. — Relevé des dépenses pour mobilier qui n'ont pu être imputées sur la somme de fr. 4,488-23, restée disponible sur le crédit de 20,000 francs alloué au budget de 1847, par suite de la clôture de ce budget.

N° d'ordre.	NOMS DES FOURNISSEURS.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT DE LA DÉPENSE.
1	Voyave, ferblantier. .	Fourniture d'un bain en zinc avec calorifère en cuivre et ses accessoires.	252 00
2	Wilhelm, pépiniériste.	Fourniture d'arbustes pour le jardin de l'hôtel. .	322 70
3	Staad, quincaillier. .	Id. d'un poêle de cuisine.	306 00
4	Bidaine, vitrier. . . .	Id. de vitres.	36 20
5	La veuve Jungbluth. .	Travaux de serrurier.	201 15
6	Simon.	Id. de menuisier.	137 13
7	Waltzing.	Id. de plafonneur.	87 41
8	Mathys.	Fourniture de poêles.	583 00
9	De Raes.	Id. de gazes.	84 00
10	Hartert.	Id. de bras de lumière dorés.	224 00
11	Vandermoesen.	Id. de tentures.	396 18
12	Elsom.	Id. de tringles d'escalier.	357 17
13	L'épouse Gérard. . . .	Fournitures diverses.	195 15
Total.			2,182 09

N° 26.

*Achèvement de l'hôtel du gouvernement provincial de Liège, et
restauration partielle du palais fr. 118,316 96*

Une somme de 400,000 francs, à répartir sur trois exercices, fut votée en 1845 (loi du 18 mai), en vue de l'exécution d'un avant-projet d'appropriation du palais de Liège pour le service de l'administration provinciale, dont le local avait été incendié. Mais ce projet fut abandonné, et remplacé par un autre dont l'exécution exigeait, pensait-on alors, une dépense de 480,000 francs. Les travaux furent immédiatement entrepris, et le crédit de 400,000 fut employé de la manière suivante :

1° Frais de grosse construction	fr. 330,688 75
2° Avance à la ville de Liège pour l'élargissement de la rue Notger et qu'elle a pris l'engagement de rembourser	60,000 00
3° Encaisse disponible	9,311 25
Total	fr. 400,000 00

Le solde dû à l'entrepreneur de la grosse construction s'élève à la somme de fr. 92,928-58, et le paiement en a été réglé de la manière suivante :

a. Au mois de juin 1851	fr. 37,588 64
b. Au mois de décembre 1851	27,669 97
c. Au mois de juin 1852	27,669 97
	<u>92,928 58</u>
Déduction du fonds disponible.	9,311 25
Solde définitif à payer	fr. 83,617 33

Les deux premiers paiements étant exigibles pendant l'exercice courant et le troisième pendant l'exercice prochain, il est indispensable d'y pourvoir au moyen de l'ouverture d'un crédit extraordinaire mais qui ne constitue qu'une aggravation de dépense de fr. 23,617-33 sur l'évaluation de 1845, aggravation inférieure à celle qui paraissait résulter de la substitution d'un plan nouveau au plan primitif, puisque, ainsi qu'on vient de le voir, le trésor recouvrera sans aucun doute la somme avancée à la ville de Liège.

On vient de voir ce qui est nécessaire pour régulariser le paiement des dépenses de grosse construction. Une disposition analogue doit être adoptée pour le règlement des dépenses d'achèvement, de peinture, de décoration et du mobilier des appartements du gouverneur.

Cet objet est connu des Chambres législatives auxquelles un exposé très-détaillé a été soumis le 8 mai 1850 à l'appui d'une demande de crédit de la somme de fr. 163,803-62.

La section centrale chargée de l'examen de cette demande reconnut, dans son rapport du 11 mai 1850, que le Gouvernement avait présenté une analyse com-

plète des raisons d'art, de solidité et de convenance qui justifiaient l'ensemble des dépenses indiquées, mais la section centrale crut devoir demander de nouveaux développements et en attendant elle se bornait à proposer l'ouverture d'un crédit de 50,000 francs.

Cette opinion ne prévalut pas dans la Chambre et lors de la discussion (séance du 11 mai 1850), bien que la remarque ait été faite que certaines dépenses d'ameublement semblaient avoir été portées à des chiffres trop élevés, un crédit de fr. 152,560-62 fut voté, le Gouvernement ayant consenti à une réduction de fr. 12,245-59. Dans cette somme était comprise celle de fr. 54,699-63 pour la moitié des travaux à exécuter à la façade vue dans l'intérieur de la cour.

Mais, ainsi que l'exposé des motifs l'avait démontré et que la section centrale l'avait compris, les dépenses exigées pour l'achèvement de la partie du palais destiné au logement du gouverneur et à l'administration provinciale ne s'arrêtaient point là, et l'ensemble des devis s'élevait à la somme de fr. 443,427-04. Un crédit complémentaire de 291,766 francs environ eût donc été nécessaire si ces devis eussent été définitivement adoptés. Il n'en est point ainsi, d'abord, à cause de la réduction résultant de la discussion du 11 mai 1850, et ensuite parce que certaines dépenses ont été ajournées jusqu'à ce que ces devis aient été soumis à une nouvelle étude, travail dont, suivant M. le gouverneur de Liège, l'on s'occupe activement.

Il n'y a donc à pourvoir, quant à présent, qu'à la deuxième moitié des travaux de reconstruction de la façade intérieure du palais; ils exigeront une dépense de fr. 54,699 63 somme qui, aux termes du cahier des charges, doit être payée en 1851, à l'entrepreneur.

Le crédit demandé se compose des deux sommes suivantes :

a. Solde des travaux de grosse construction exigible en 1851 et 1852	fr.	83,617 33
b. Solde de la construction de la façade intérieure		54,699 63
Total	fr.	118,316 96

N° 27.

Frais d'exécution des bas-reliefs et d'inscription en bronze pour le monument de Godfroid de Bouillon fr. 25,000 00

Le monument érigé sur la Place-Royale de Bruxelles, à la mémoire de Godfroid de Bouillon, a coûté à l'État la somme de 110,000 francs, à savoir :

Pour le monument proprement dit	fr.	87,500 00
Pour le piédestal		22,500 00
	Fr.	110,000 00

D'autre part fr. 110,000 00

Mais il est à remarquer que l'administration provinciale du Brabant et l'administration communale de Bruxelles sont intervenues, de leur côté, dans la dépense relative au piédestal, pour une somme de fr. 14,000 00

de façon que la dépense totale du monument s'élève à fr. 124,000 00

Cependant le monument ne peut pas être considéré comme entièrement achevé. Le piédestal a été disposé de manière à recevoir deux bas-reliefs et deux inscriptions. Ces bas-reliefs représenteraient, l'un : *la Prise de Jérusalem* ; l'autre, *la Publication du célèbre Code de lois, connu sous le nom d'Assises de Jérusalem*. Les inscriptions seraient rédigées en langues française et flamande.

M. Simonis, auteur de la statue, ayant été consulté sur la dépense que nécessiterait l'exécution des bas-reliefs et des inscriptions, a répondu que :

Le prix pour chacun des bas-reliefs, faits en bronze et placé, serait de neuf mille francs, soit les deux fr. 18,000 00

Les deux tables en bronze avec les inscriptions s'élèveraient au prix de cinq mille francs, placement compris, ci 5,000 00

23,000 00

Mais si l'on décidait d'ajouter aux tables ci-dessus, outre les inscriptions, quelque emblème ou trophée militaire, il faudrait, pour le surcroît de travail, une somme d'environ mille francs, soit fr. 1,000 00

de sorte qu'au *maximum* la dépense atteindrait le chiffre de . fr. 24,000 00

N° 28.

Encouragements aux lettres, sciences et beaux-arts fr. 34,643 72

La loi du 21 juin 1849 a ouvert au Département de l'Intérieur un crédit d'un million de francs pour aider au maintien du travail agricole, industriel, artistique, etc.

La part destinée éventuellement au travail artistique fut fixée à la somme de 100,000 francs, qui servit de base aux commandes et aux engagements.

Les comptes ayant pu être fournis assez promptement pour une partie des commandes, on put faire liquider immédiatement, au profit des artistes, la somme qui leur était due. L'achèvement d'autres travaux ayant exigé plus de temps, le Ministère se trouvant d'ailleurs pressé de faire face à des nécessités de comptabilité, dut faire emploi du solde réservé au travail artistique. On sait qu'il a été rendu compte de l'emploi d'un million dans la séance du 13 février 1851.

Le solde à payer aux artistes s'élève à la somme de 34,643 francs.

N° 29.

Indemnités pécuniaires et médailles décernées à l'occasion du choléra, et autres frais 30,890 00

Ce chiffre se décompose ainsi :

Médailles	20,940 00
Indemnités pécuniaires.	9,430 00
Impression de brevets	500 00

Le choléra qui a sévi dans le royaume, en 1849, a été, pour un grand nombre de citoyens de toutes les classes une occasion de servir l'humanité. Les services qu'ils ont rendus, dans ces douloureuses circonstances, ont été récompensés, soit par la décoration, soit par une médaille d'honneur, soit par des indemnités pécuniaires accordées à des personnes se trouvant dans une position de fortune peu favorable.

C'est pour subvenir aux dépenses résultant des rémunérations de ces deux dernières catégories qu'est demandée la somme indiquée ci-dessus.

N° 30.

Frais de rédaction et d'impression du rapport décennal, décrété par un arrêté royal du 14 mars 1850 fr. 12,249 08

Les travaux extraordinaires du triple recensement que l'administration a eu à exécuter jusqu'à ce jour, et pour lesquels une allocation spéciale a été portée au budget du Département de l'Intérieur des exercices 1845, 1846, 1847, 1848 et 1849, ont eu pour résultat de laisser disponibles, sur d'autres allocations, savoir :

Sur l'art. 1, chap. III du budget de 1848 fr.	3,329 22
Sur l'art. 8, chap. III du budget de 1849.	983 86
Et sur l'art. 9, mêmes chapitre et exercice	7,934 00
Ensemble fr.	<u>12,249 08</u>

Aujourd'hui que les travaux relatifs au recensement sont terminés, d'autres publications sollicitent l'attention de l'administration; parmi elles figure en première ligne, le rapport décennal qui a été décrété par arrêté royal du 14 mars 1850 (*Moniteur belge* du 16 du même mois, n° 73).

Pour couvrir les frais de rédaction et d'impression de ce travail, on propose d'y affecter le restant disponible ci-dessus indiqué sur les budgets du Ministère de l'Intérieur des exercices 1848 et 1849.

La somme de fr. 12,249-08, montant des économies réalisées sur des exercices antérieurs, permettra donc de porter à fr. 20,249-08 le crédit de 8,000 francs

vote à l'art. 9, chap. III du budget du Département de l'Intérieur pour l'exercice 1851.

Il résulte de ce qui précède que l'augmentation de crédit demandée constitue moins une dépense nouvelle qu'un transfert d'un exercice à l'autre pour des dépenses de même nature et dont il n'a pas été fait emploi dans le délai déterminé par l'art. 2 de la loi organique de la comptabilité de l'État.

N° 31.

Armement et équipement de la garde civique. fr. 184,979 92

Lors de la clôture des budgets de l'exercice 1849, une somme de fr. 184,979-92 est restée disponible sur le crédit voté à l'art. 47, chap. IX du budget du Ministère de l'Intérieur, tant par la loi du budget elle-même, que par celle du 21 juin 1849.

Des achats d'armes ont eu lieu au moyen du crédit mis à la disposition du Ministère de l'Intérieur; des adjudications ont été passées; mais comme on ne peut procéder à l'armement et à l'équipement de la garde civique que successivement, la somme de 500,000 francs n'a pas été absorbée avant la clôture du budget.

La demande de rattacher la somme de fr. 184,979-92 au budget de 1851 n'a donc d'autre but que de permettre de continuer l'armement et l'équipement de la garde civique. Il ne s'agit pas d'une dépense nouvelle, mais de donner seulement au Gouvernement la faculté de continuer à disposer d'un crédit qui lui a été accordé à titre d'à-compte sur une dépense dont le chiffre définitif serait beaucoup plus élevé.

OBSERVATIONS.

Les sommes indiquées ci-après ne constituent pas des dépenses nouvelles, mais peuvent être considérées comme transferts, étant restées disponibles à des budgets clos :

Somme nécessaire pour payer des indemnités pour bestiaux abattus (exercice 1849)	fr.	552 49
Frais de route restant dus à des vétérinaires du Gouvernement (exercice 1849)		553 00
Rédaction et impression d'un rapport décennal (exercice 1849 et antérieurs)		12,249 08
Armement et équipement de la garde civique (1849)		184,979 92
Musée royal d'histoire naturelle (1849)		1,066 84
Médailles historiques, etc. (1849)		4,200 00
Subsides à des communes et établissements de bienfaisance (1847).		8,760 40
Hôtel du gouvernement à Arlon (1846-1847)		23,922 00
Total.	fr.	236,283 73